

Séance ordinaire du vendredi 16 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le seize décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Protection de la population et tranquillité publique

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Boris BELLANGER ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES.

Absents / Excusés :

Luc ALBERNHE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ

Délégation de Service Public Stationnement Payant sur Voirie - Rapport Annuel du Délégué (RAD) - Rapport sur les Recours Administratifs Préalables Obligatoires (RAPO) - Exercice 2021 - Examen

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

Par délibération en date du 3 novembre 2017, la Ville de Montpellier a confié à la société TaM Voirie, l'exploitation et la gestion du service public relatif au stationnement sur voirie par convention de Délégation de Service Public (DSP) pour une durée de 7 ans à compter du 1^{er} janvier 2018.

La loi MAPTAM du 27 janvier 2014 a apporté d'importantes modifications en matière de gestion du stationnement payant sur voirie, applicables depuis le 1^{er} janvier 2018. En effet, à la suite de la dépenalisation du stationnement, le stationnement payant devient une redevance d'occupation du domaine public, dont le barème tarifaire est défini par le Conseil municipal. L'automobiliste a la possibilité de s'acquitter, soit du paiement de la redevance au tarif correspondant à la durée de son stationnement ; soit du paiement d'un tarif forfaitaire, sous la forme d'un Forfait Post-Stationnement (FPS) applicable en cas d'absence ou d'insuffisance de paiement immédiat de la redevance.

Les montants liés aux FPS versés par les usagers auprès de TaM Voirie ou de l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions (ANTAI), sont reversés par la Ville de Montpellier à Montpellier Méditerranée Métropole après déduction des frais de gestion, et affectés à la réalisation d'opérations destinées à améliorer les transports en commun ou respectueux de l'environnement et la circulation,

conformément aux dispositions du III de l'article L.2333-87 du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

Par délibération du 8 février 2021, la Ville a conclu un avenant n°3 afin de supprimer le FPS minoré, à compter du 15 mars 2021. La précédente convention de mandat conclue pour l'encaissement des FPS minorés a été résiliée. Le délégataire conserve la gestion du remboursement des recettes encaissées à tort, objet d'une nouvelle convention de mandat avec la Ville.

Par délibération du 21 septembre 2021, un avenant n°4 au contrat DSP a autorisé la substitution en qualité de délégataire de la société TaM en lieu et place de la société dédiée TaM Voirie.

Par délibération du 16 décembre 2021, la Ville a approuvé un avenant n°5 afin de prendre en compte les impacts financiers et techniques introduits par les évolutions du zonage du stationnement réglementé, notamment la création d'une zone très courte durée.

Conformément à l'article L.1411-3 du CGCT, le délégataire a produit à l'autorité délégante, avant le 1^{er} juin 2022, un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service. Ce rapport 2021 a été communiqué au Conseil municipal qui a pris acte de sa réception par délibération du 28 juin 2022.

Ce rapport a donné lieu à une présentation et un examen en :

- Commission Consultative des Services Publics Locaux présidée par M. Michel ASLANIAN, en date du 10 novembre 2022 ;
- Commission de Contrôle des Comptes, présidée par Mme Fanny DOMBRE-COSTE en date du 1^{er} décembre 2022.

Par ailleurs, dans le cadre de la réglementation spécifique liée aux réclamations relevant du stationnement sur voirie et conformément à l'article R.2333-120-15 du CGCT, un rapport annuel sur les Recours Administratifs Préalables Obligatoires (RAPO) a été établi par le délégataire et transmis à l'autorité délégante. Ce rapport est annexé à la présente délibération.

Il est désormais proposé au Conseil municipal de prendre acte de l'analyse du rapport annuel du délégataire, ainsi que du rapport annuel relatif aux RAPO :

I) Rappel des principales modalités du contrat

Le contrat de délégation a pour objet la gestion et l'exploitation du service public de stationnement sur voirie de la Ville de Montpellier, y compris la perception des redevances de stationnement, l'établissement et la gestion des FPS avec transmission à l'ANTAI ainsi que l'entretien et le renouvellement du parc des horodateurs.

En 2021, le délégataire était la société dédiée TaM Voirie filiale à 100% de la SAEML TaM, dont la Ville est actionnaire à 9.11%, aux côtés de Montpellier Méditerranée Métropole à 46.02% et de partenaires privés à hauteur de 44.88%. La délégation s'étend du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2024, soit une durée d'exploitation de 7 ans. L'année 2021 porte donc sur la 4^{ème} année de délégation.

Depuis le 1^{er} janvier 2021, la Ville a renouvelé pour une durée de 3 ans, la convention avec l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions (ANTAI), pour une gestion en cycle complet.

II) Présentation et analyse des conditions d'exécution et de la qualité du service délégué

A/ L'activité

1. Fréquentation :

Le nombre de visiteurs horaires affiche une augmentation de 21,6% par rapport à 2020 et atteint 2 221 668 usagers.

Sur les 41 995 abonnements, en augmentation de 16,3 % : les résidents affichent une hausse de 14,4% (37 243 contre 32 555 en 2020) et les professionnels de 33,3 % (4 752 contre 3 564 en 2020). Il est à noter le maintien d'une forte proportion des abonnements résidents transport en commun, soit 23,5 % des

abonnements résidents (28,7 % en 2020).

117 923 usagers bénéficient d'un stationnement gratuit, notamment les Personnes à Mobilité Réduite (PMR) et les détenteurs de la carte de gratuité de stationnement multimodale.

Les abonnés ont basculé majoritairement vers la dématérialisation (64 %), alors que les visiteurs horaires utilisent en grande partie (72,4 %) les horodateurs. L'utilisation de l'application M'Ticket de la TaM progresse.

2. Contrôle du Stationnement payant sur voirie :

Le nombre de véhicules contrôlés s'élève à 1 453 281 véhicules. 15 % des véhicules contrôlés n'ont pas payés leur redevance de stationnement.

Le nombre de FPS émis en 2021 affiche une augmentation de 44,3 % par rapport à 2020. 214 475 FPS ont été émis : 37 % en zone jaune ; 49 % en zone orange ; 14 % en zone verte.

3. Recouvrement des Forfaits Post Stationnement :

FPS minoré (avant le 15 mars 2021) :

En cas de paiement absent ou insuffisant du stationnement, un FPS était émis par un agent de TaM Voirie, affecté au contrôle. L'utilisateur disposait d'un délai de 4 jours pour payer son FPS en tarif minoré auprès de TaM Voirie. Par avenant n°3, le FPS minoré a été supprimé à compter du 15 mars 2021.

FPS nominal et majorés :

Depuis le 15 mars 2021, le FPS relève, dès son émission, du tarif nominal (Zones orange et jaune : 33 euros ; Zone verte : 17 euros).

L'ANTAI adresse l'avis de paiement par courrier au domicile de l'utilisateur, qui a la possibilité de payer le FPS dans les délais impartis avant majoration.

Si l'utilisateur n'a pas payé son FPS au terme d'un délai de 3 mois, un titre exécutoire majoré de 50 euros est émis par l'ANTAI. La Direction Générale des Finances Publiques procède ensuite au recouvrement.

B/ Principaux moyens mis en œuvre :

1. Les effectifs

La moyenne des effectifs dédiés à la DSP Stationnement est la suivante :

- 14 agents sont affectés au contrôle ;
- 1 agent est affecté à la planification, et à la coordination ;
- 3 agents traitent les Recours Administratifs Préalables Obligatoires ;
- 5 agents sont dédiés à la maintenance et à la collecte ;
- 1 agent est recensé pour le Management des équipes.

La commercialisation des abonnements et services est réalisée dans les espaces mobilité de TaM.

2. Investissements :

La mise en œuvre de la dépénalisation du stationnement payant s'est déroulée de façon satisfaisante. Montpellier est la première ville de France à être équipée d'un nouveau modèle d'horodateur afin de moderniser le stationnement payant sur voirie. La qualité de service aux usagers a été une priorité.

Au 31 décembre 2021, le parc total comprend 620 horodateurs :

- 548 horodateurs en service sur le domaine public ;
- 31 horodateurs vandalisés à remettre en état ;
- 20 horodateurs vandalisés non réparables ;
- 21 horodateurs stockés pour renforcer le maillage existant en cas de besoin.

Depuis 2018, 497 places de stationnement pour les deux roues ont été créées sur le territoire de la commune, dont 325 arceaux pour les vélos et 172 arceaux pour les motos et scooters, soit 164 aires de stationnement.

C/ Qualité de service :

La contestation de la redevance de stationnement relève de l'ordre juridictionnel administratif. L'automobiliste peut contester son FPS selon une procédure organisée en deux temps :

1. Bilan des Recours Administratifs Préalables Obligatoires relevant du délégataire :

Après réception de leur FPS, les usagers ont la faculté d'effectuer un RAPO auprès du délégataire, sous un délai d'un mois. Une équipe de 3 agents assermentés est en charge du traitement des RAPO, des réclamations et de l'accueil téléphonique.

Seulement 5,5 % des FPS ont fait l'objet d'un RAPO, soit 11 761 RAPO traités :

- 84,7 % (9 960) des recours ont été admis ;
- 0,1 % (9) des recours ont été jugés irrecevables ;
- 15,2 % (1 792) des recours ont été rejetés.

Conformément à la demande de la Ville, l'utilisateur est informé par TaM Voirie lorsque le dossier est incomplet et toute décision est explicite. Le délai moyen de traitement est de 2 jours.

2. Recours devant la Commission du Contentieux du Stationnement Payant :

Lorsque le RAPO est rejeté totalement ou partiellement, ou que le délai d'un mois est expiré, l'utilisateur a la faculté de faire un recours d'ordre juridictionnel administratif, devant la Commission du Contentieux du Stationnement Payant (CCSP). Cette juridiction administrative spécialisée, installée à Limoges, a une compétence sur l'ensemble du territoire national pour le contentieux lié au stationnement payant sur voirie.

232 décisions ont été rendues par la CCSP en 2021 :

- 23 rejets ;
- 209 acceptations.

D/ La grille tarifaire

Selon l'article L.1411-2 du Code général des collectivités territoriales, la fixation des tarifs des services publics et du zonage constitue une prérogative de l'autorité délégante, la Ville de Montpellier.

L'objectif de la tarification est de favoriser les rotations permettant la mise en œuvre d'une offre de stationnement au plus grand nombre, et de fluidifier la circulation en particulier dans le centre-ville. Les tarifs varient selon les trois zones de stationnement :

- Zone jaune (courte durée) : stationnement limité à 5 heures ;
- Zone orange (moyenne durée) : stationnement limité à 7 heures ;
- Zone verte (longue durée) : stationnement limité à 9 heures.

En 2021, le stationnement était payant du lundi au samedi de 9 heures à 18 heures et gratuit le dimanche et les jours fériés.

Horaires	Zone Jaune Courte durée	Zone orange Moyenne durée	Zone verte Longue durée
1 heure	2,00 €	1,00 €	0,80 €
2 heures	4,00 €	2,00 €	1,00 €
3 heures	10,00 €	3,00 €	1,20 €
4 heures	17,00 €	4,00 €	1,40 €
5 heures	33,00 €	10,00 €	1,60 €
6 heures		17,00 €	1,80 €
7 heures		33,00 €	4,00 €
8 heures			10,00 €
9 heures			17,00 €

Les Personnes à Mobilité Réduite, détentrices de la carte d'invalidité, bénéficient de la gratuité sur toutes les places de stationnement ouvertes au public.

Les tarifications spéciales pour certaines catégories d'usagers sont les suivantes :

- Pour les résidents de Montpellier : 15 €/mois, 150 €/an : 18 secteurs de stationnement ont été organisés. L'abonnement résident permet de stationner dans son secteur de résidence, mais également dans un secteur limitrophe. Un tarif spécial est mis en place pour les résidents ayant un abonnement aux transports en commun : 3€/ mois ou 30 €/ an ;
- Pour les professionnels (artisans, professionnels de santé, et aides à domicile), les tarifs sont : 2 €/jour, 20 €/mois et 200 €/an.

III) Présentation et analyse du compte rendu financier

1) Compte de résultat de TaM Voirie

Pour l'année 2021, le résultat net s'affiche à 183,5 K€, en baisse de 344 K€ par rapport à 2020 mais en hausse de 54 K€ par rapport au contrat.

Les produits d'exploitation s'élèvent à 5 113 K€ soit une augmentation de 20,2 % par rapport à 2020, mais une baisse de 2,4 % par rapport au contrat. Les produits d'exploitation se composent principalement des recettes horaires pour 77,8 % soit 3 979 K€ (3 216 K€ en 2020 soit 75,6 %) ainsi que des recettes abonnées pour 21,8 % soit 1 117 K€ (920 K€ en 2020 soit 21,6%).

Les charges d'exploitation s'élèvent à 4 813 K€ en augmentation de 15% par rapport à 2020 (3 826 K€). Elles se composent notamment pour 15,9 % des frais de personnels (764 K€ en baisse de 20,6 %), pour 19 % des prestations assurées par la société mère TaM (916 K€ en augmentation de 8 %) ; pour 26,8 % de la redevance d'exploitation 2021 (1 301 K€ versée à la Ville de Montpellier) ; pour 17,9 % des amortissements et provisions ; 5,2 % des frais d'entretien et réparations ; 3,7 % des frais de maintenance et d'hébergement de solutions informatiques ; 5 % des achats et consommables.

Au regard de l'estimation de l'exercice 2021 et de la capacité financière du délégataire, la redevance d'exploitation partie fixe 2021 a été portée de 2 400 K€ à 3 000 K€ (avenant n°5), soit 58,9 % du chiffre d'affaires 2021.

Les frais de contrôle et de surveillance tels que définis au contrat à 8,70 € par FPS émis représentent 1 866 K€ (1 293 K€ en 2020). La redevance fixe, frais de gestion déduits, s'élève donc à 1 134 K€. Ces frais de gestion viennent ensuite en déduction du reversement des recettes FPS versées à la métropole.

Un avenant n°2 a été conclu par délibération du 14 décembre 2020, afin d'assurer la continuité du service public dans un contexte de crise sanitaire liée à la Covid-19. La part variable de la redevance d'exploitation 2021 a été maintenue à 80 % du chiffre d'affaires avec un seuil de déclenchement abaissé à 4,9 M€ de recettes, au lieu de 6,430 M€. Au regard du chiffre d'affaires de 5 096 K€ HT, le montant de la redevance d'exploitation partie variable 2021 est de 157 K€, soit 3.1 % du chiffre d'affaires. Une redevance de surperformance a également été enregistrée à hauteur de 129K€.

Au titre de l'année 2021, La Ville de Montpellier aura ainsi enregistré une recette de 3,2 M€.

Au titre de l'année 2021, Montpellier Méditerranée Métropole aura quant à elle bénéficié d'une recette provenant des FPS à hauteur de 1.7M€.

L'engagement contractuel sur la politique d'entretien et de renouvellement est portée à 1 380 K€ sur la durée du contrat (avenant n°5). Le délégataire a réalisé 114 K€ de dépenses sur la première année pour le redéploiement des anciens horodateurs, des réparations de cartes, de modules et pour du paramétrage bancaire. Aucune nouvelle dépense n'a été réalisée depuis fin 2018. La clause d'engagement financier prévoit un reversement pour solde à la Ville, des montants non dépensés.

Le programme prévisionnel d'investissements affiche 7,12 M€ sur la totalité du contrat ; dont près de 4,3 M€ pour l'acquisition et l'installation des horodateurs, constituant des biens de retour pour la Ville de Montpellier en fin de délégation. Les investissements à la fin de l'exercice 2021 s'élèvent à hauteur de 5,32 M€ dont 428 K€ sur 2021 dont un véhicule LAPI (Lecture Automatisé des Plaques d'Immatriculation).

2) Bilan des Forfaits-Post-Stationnement

La Ville de Montpellier a reçu 3 901 K€ de recettes provenant des FPS dont 374 K€ de TaM Voirie (FPS minorés et remboursement fonds de caisse) et 3 527 K€ de l'ANTAI.

Les frais de gestion (frais de contrôle et surveillance de TaM Voirie, frais de traitement de l'ANTAI, frais de gestion Ville) ont représenté 2 132 K €.

Après déduction de ces frais de gestion, la Ville de Montpellier a reversé à Montpellier Méditerranée Métropole, la somme de 1 769 K€ conformément aux dispositions du III de l'article L2333-87 du CGCT, et tel qu'approuvé par délibération n°M2022-262 du Conseil de Métropole du 26 juillet 2022.

IV) Conclusion et perspectives

En février 2022, la substitution de la société TaM Voirie au profit du nouveau délégataire, la société TaM sa maison mère, a été effective avec la signature de l'avenant 4. Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont opéré la transformation de la SAEML TaM en Société Publique Locale (SPL). La Ville est actionnaire à 31,08 %, aux côtés de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 68,92%.

Le stationnement sur voirie constitue un levier essentiel de la politique de mobilité et d'aménagement urbain. Lors des Conseils Municipaux en date du 16 décembre 2021 et du 11 octobre 2022, la Ville a approuvé respectivement les avenants n°5 et n°7 prenant en compte des évolutions en matière de zonage (extension et création de zone de très courte durée) avec les investissements corrélés et une nouvelle tarification mises en œuvre au 1^{er} novembre 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte de l'examen du rapport du délégataire de service public relatif au stationnement payant sur voirie au titre de l'exercice 2021;
- De prendre acte du rapport annuel sur les Recours Administratifs Préalables Obligatoires (RAPO) au titre de l'année 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 22 décembre 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 22 décembre 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- DSP Stationnement Rapport d'activité 2021.pdf
- Rapport Stationnement RAPO 2021.pdf

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 22/12/22
Réception en Préfecture : 22/12/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.